

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1902.

Proposition de loi relative à la fabrication des alcools.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les développements qui ont été donnés à l'appui des propositions de MM. Tibbaut et consorts, de MM. Versteyleu et consorts et de MM. Maenhaut, De Backer et Van Brussel, nous dispensent d'entrer dans de longs détails.

Le projet que nous soumettons à la Législature s'inspire des mêmes idées : réprimer l'alcoolisme par tous les moyens, concilier avec ces mesures restrictives les droits acquis des particuliers et l'intérêt du Trésor public, éviter que la sévérité de la loi n'atteigne inégalement ceux qui doivent l'encourir.

Nous avons commencé par nous rallier aux propositions ci-dessus rappelées, celle que nous formulons aujourd'hui nous paraît échapper davantage aux critiques qui se sont alors produites. Nous aurions pu nous borner à amender le projet Tibbaut, qui se retrouve textuellement dans nos articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13 et 14 ; mais afin que les critiques puissent s'adresser directement à l'ensemble de notre proposition, nous avons préféré rédiger à nouveau tout le projet et en appuyer les parties nouvelles de développements qui doivent, dans notre pensée, les légitimer.

Quant aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13 et 14, nous nous bornerons à faire nôtre ce qui à leur sujet se trouve écrit et d'ailleurs déjà signé de nous, dans les développements du projet Tibbaut et consorts (n° 193, déposé à la séance du 11 juin 1901). Dans le projet Tibbaut, ces articles portent les n° 23 inclus à 30.

Les autres articles de ce projet établissaient le monopole de la fabrication des alcools au moyen de l'affermage après expropriation des industriels aujourd'hui patentés.

A ce procédé nous substituons celui du monopole au nom de ces industriels eux-mêmes. C'est, du reste, la pensée du projet de MM. Versteylet et consorts ; ce projet a le tort, à nos yeux, de ne pas restreindre, comme il le faudrait, la fabrication.

Notre article 1^{er} établit ce régime de monopole qui, une fois introduit, permet l'application immédiate de l'échelle régressive pour la fabrication et progressive pour l'impôt.

Les articles 2 et 3 organisent cette application. C'est à l'année 1900 que nous nous sommes rapportés pour la fixation des quantités d'alcool fabriquées et pour la contingence de répartition entre les différentes distilleries industrielles et agricoles.

Est-ce bien à cette année 1900 que l'on s'arrêtera définitivement ?

Rien ne l'assure.

Il peut y avoir de très bonnes raisons pour en choisir une autre.

Nous pensons qu'il serait de toute justice de préférer l'année pendant laquelle la distillerie agricole aurait, relativement à l'industrielle, le plus fabriqué.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la distillerie agricole a été encouragée par les promesses du Gouvernement, que notre agriculture a grand besoin d'être soutenue, qu'elle trouve dans la distillerie un secours qui va aller diminuant, et que si la distillerie industrielle est appelée à trouver dans la dénaturation une compensation à la limitation de l'alcool de bouche, il est peu probable que la distillerie agricole puisse jamais songer à ce genre de fabrication.

Quoi qu'il en soit, il doit rester entendu qu'à l'encontre de ce qui semble avoir inspiré le projet déposé par MM. Francotte et consorts, notre intention est de maintenir à la distillerie agricole la protection, d'ailleurs bien mitigée et toute relative, dont elle jouit actuellement.

Nous avons reproduit sous nos numéros 9, 13 et 14 les articles 28, 29 et 30 du projet Tibbaut et consorts.

Les deux derniers articles se légitiment d'eux-mêmes. Quant à l'article 9 de notre projet, il appelle une réserve.

Le temps viendra où la prohibition qu'il recèle ne sera plus en rapport avec l'élévation des droits frappant la fabrication à l'intérieur du pays.

Il va de soi qu'il faudra alors mettre les deux termes en rapport.

Il nous reste un mot à dire des articles 10, 11 et 12 de notre projet, articles que nous avons cru pouvoir ajouter à ce qui avait été proposé jusqu'ici.

Les articles 10 et 11 mettent à la disposition du Gouvernement un moyen de contrôle déjà fréquemment employé aujourd'hui dans les industries plus ou moins monopolisées.

Sans doute la garantie que l'on peut attendre de ce procédé n'équivaudra jamais à celle d'une marque de fabrique ; c'est cependant ce qui s'en rapproche le plus.

La peine qui atteint le contrefacteur doit s'appliquer également ici.

Celui qui débiterait dans les récipients visés par les articles 10 et 11 de

notre projet un alcool d'une autre fabrication serait donc sévèrement puni.

En sera-t-il de même de celui qui livrerait de l'alcool de fabrication belge dans d'autres récipients que ceux que l'arrêté royal aura déterminés ?

Nous n'avons pas voulu pour le moment pousser jusque là la réglementation. Nous croyons cependant que le contrôle y trouverait de grands avantages ; l'avenir se chargera d'élucider ce point.

L'article 12 de notre projet se borne à appliquer une idée déjà maintes fois émise par les partisans les plus dévoués et les plus éclairés de la lutte entreprise contre l'alcoolisme.

La loi ne peut prétendre à imposer ni l'abstinence totale ni même la sobriété.

Les lois n'ont d'autre mission que de sauvegarder les mœurs sociales contre les dangers fréquents et publics.

Elles ne peuvent aspirer à régler, dans ses multiples manifestations, la conduite de chacun de nous ; et spécialement pour ce qui regarde l'alcoolisme, nous ne savons que trop qu'en dépit de toutes les mesures législatives de nombreux abus continueront à se produire.

L'élévation du prix et la dénaturation des alcools seront des obstacles qui, pour quelques-uns, n'empêcheront pas leur funeste passion de suivre son cours.

A côté de ces remèdes, on en a imaginé un d'une toute autre nature : il s'agirait de réduire successivement le titre en alcool des liqueurs servies aux buveurs obstinés.

De là à primer les débitants qui s'efforceraient d'introduire cette réforme, il n'y avait qu'un pas.

Notre article 12 s'inspire de cette pensée ; c'est, à notre avis, le complément du projet de MM. Maenhaut et consorts, déposé à la séance du 3 janvier 1901, sous le n° 77.

Dans ce projet, le droit de licence actuel se trouve remplacé par un droit de patente générale sur les débits de boissons alcooliques et autres.

On a voulu revenir à une application plus normale des règles fiscales ordinaires, et tout en ménageant les intérêts du fisc, rétablir l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt et éviter les conséquences parfois bizarres et injustes de la loi qui a organisé le droit de licence.

Ces motifs-là justifient déjà suffisamment le projet ; mais n'y ajouterait-on pas un élément essentiel en votant la règle formulée inscrite dans notre article 12 ?

Au lieu de frapper indistinctement, sans égard aux quantités d'alcool, — ou, pour mieux dire, de poison débité, — est-il si difficile de classer à raison de ces quantités ?

Et si la mesure est pratique (et nous croyons qu'elle l'est sous le régime du monopole), comment hésiter à l'appliquer ?

En est-il une qui s'attaque plus directement à l'abus des alcools ?

Jusqu'où ira son efficacité ?

L'expérience nous le dira ; mais il importe trop grandement de la tenter pour que des considérations d'ordre secondaire puissent prévaloir.

Le projet dû à l'initiative de MM. Maenhaut et consorts demeurerait

intact; resterait à examiner s'il n'y aurait même pas avantage à fondre en une seule loi la proposition actuelle et ce projet.

Lorsqu'il s'agit de lutter contre l'alcoolisme, il faut savoir recourir à tous les moyens. Il n'en est aucun qu'il faille négliger dès l'instant qu'il reste une lueur d'espoir d'en tirer quelque résultat.

Nous n'insisterons pas sur le mal qu'il s'agit d'enrayer. Aujourd'hui, personne ne peut plus nier de bonne foi son extrême gravité et l'urgence d'y porter remède.

Dieu veuille que la Législature ne se laisse détourner par rien du grand et impérieux devoir qu'elle doit avoir hâte d'accomplir.

CH. DE PONTIÈRE.

D^r V. DELPORTE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le monopole de la fabrication de l'alcool est concédé aux industriels actuellement établis en Belgique; chacun d'eux ne pourra livrer en Belgique que la quantité d'alcool de bouche qu'il a fabriqué au cours de l'année 1900; cette quantité sera progressivement réduite.

ART. 2.

Un arrêté royal déterminera tous les ans la quantité d'alcool de bouche qui pourra être fabriquée pour la consommation en Belgique. La diminution annuelle, à partir du 1^{er} janvier 1903, sera de 5 p. c. au moins, jusqu'à ce que la fabrication de cet alcool soit réduite à la moitié de ce qu'elle était en 1900.

ART. 3.

La quantité que l'un des distillateurs déclarera ne pas vouloir fabriquer sera répartie proportionnellement entre ceux qui déclareraient vouloir fabriquer au delà de leur contingent.

ART. 4.

Par modification à la loi du 15 avril 1896, ne sont considérés comme distillateurs agricoles que : 1^o les distillateurs ou sociétés qui n'emploient pour la fabrication que des grains produits en Belgique et 2^e les distillateurs ou sociétés coopératives qui réunissent les conditions exigées par l'article 6, § 1, de la loi du

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Het recht om uitsluitend en alleen alcohol te vervaardigen, wordt verleend aan de thans in België gevestigde industrieën; elk hunner mag in België slechts leveren de hoeveelheid drinkbaren alcohol die hij in den loop van het jaar 1900 heeft voortgebracht; deze hoeveelheid wordt trapsgewijze verminderd.

ART. 2.

De hoeveelheid drinkbare alcohol, die voor het verbruik in België mag worden vervaardigd, wordt elk jaar bij koninklijk besluit vastgesteld. Te rekenen van 1 Januari 1903, wordt zij jaarlijks verminderd met ten minste 5 t. h., totdat de voortbrenging van dezen alcohol is gebracht op de helft van hetgeen zij in 1900 is geweest.

ART. 3.

De hoeveelheid, die een der stokers verklaart niet te willen voortbrengen, wordt evenredig verdeeld onder degenen die mochten verklaren dat zij eene groo-tere hoeveelheid dan hun aandeel willen voortbrengen.

ART. 4.

Bij wijziging der wet van 15 April 1896, worden alleen beschouwd als landbouwstokers : 1^o stokers of vereenigingen die, voor de vervaardiging, enkel in België gewonnen granen gebruiken, en 2^o stokers of samenwerkende vennootschappen die voldoen aan de vereischten van artikel 6, § 1 der wet van 15 April 1896, die enkel

15 avril 1896, qui ne fabriquent que des flegmes, qui livrent ces flegmes en totalité à des rectificateurs, à l'exception des flegmes exportés ou dénaturés pour usage industriel et dont la prise en charge, par période de vingt-quatre heures, ne dépasse pas, en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 10 hectolitres à 50° à la température de 15° pour les sociétés coopératives et 4 hectolitres pour les distilleries individuelles.

ART. 5.

Les distilleries coopératives agricoles bénéficient d'une réduction de droits de 12 centimes par litre si elles produisent 4 hectolitres ou moins par jour ; de 10 centimes si elles produisent 6 hectolitres ou moins par jour ; de 6 centimes si elles produisent 10 hectolitres ou moins par jour.

Les distilleries individuelles agricoles bénéficient d'une réduction de 12 centimes par litre si elles produisent 2 hectolitres ou moins par jour ; de 10 centimes si elles produisent 4 hectolitres ou moins par jour. Elles peuvent être autorisées par le Gouvernement à faire en un semestre la production totale d'une année.

ART. 6.

Le Gouvernement déterminera les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

ART. 7.

Ne peuvent en aucun cas être considérés comme distillateurs agricoles :

a) Ceux qui emploient des sirops, mélasses, glucoses, vins ou mares ou qui distillent des fruits importés de l'étranger ;

b) Ceux qui font le commerce en gros ou en détail de boissons distillées ou fermentées.

flegma's vervaardigen, die deze flegma's geheel leveren aan overhalers, behalve uitgevoerde flegma's of flegma's ontaard voor nijverheidsgebruik en waarvan de aanslag, per vier-en-twintig uren tijdruimte, niet voor elke werkaangifte gemiddeld te boven gaat 10 hectoliter aan 50°, bij eene temperatuur van 15°, voor samenwerkende vennootschappen, en 4 hectoliter voor stokerijen van bijzondere personen.

ART. 5.

Samenwerkende landbouwestokerijen genieten 12 centiemen vermindering van rechten per liter, zoo zij 4 hectoliter of minder per dag voortbrengen ; 10 centiemen, zoo zij 6 hectoliter of minder per dag voortbrengen ; 6 centiemen, zoo zij 10 hectoliter of minder per dag voortbrengen.

Landbouwestokerijen van bijzondere personen genieten 12 centiemen vermindering, zoo zij 2 hectoliter of minder per dag voortbrengen ; 10 centiemen, zoo zij 4 hectoliter of minder per dag voortbrengen. De Regeering kan ze machtigen zooveel in zes maanden voort te brengen als in een gansch jaar.

ART. 6.

De Regeering bepaalt de vereischten waaraan de flegma's moeten voldoen opdat de vermindering van toepassing zij.

ART. 7.

Kunnen in geen geval worden beschouwd als landbouwestokers :

a) Zij die stroop, melasse, glucose, wijn of moer gebruiken of die uit den vreemde ingevoerde vruchten stoken ;

b) Zij die groot- of kleinhandel drijven in gestookte of gegiste dranken.

Les articles 7 et 8 de la loi du 15 avril 1896 sont supprimés.

ART. 8.

Il est défendu à tous les distillateurs d'exporter les résidus de la distillation qui peuvent être utilisés pour l'agriculture.

ART. 9.

Le paragraphe 1^{er} de l'article premier et les articles 3, 4, 7 et 8 de la loi du 17 juin 1896 sont modifiés comme suit :

Art. 1^{er}, § 1. Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques distillés à l'étranger et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés de la manière suivante :

	Par hectol.
Eau-de-vie de toute espèce	En cercles, à 50 degrés au moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade . 500 »
	En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50° 6 »
	En bouteilles, sans distinction de degrés 600 »
Liqueurs sans distinction de degrés	600 »
Autres liqueurs alcooliques	400 »

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie, 240 francs par 100 kilogrammes.

Art. 3. — Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 150 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

De artikelen 7 en 8 der wet van 15 April 1896 vervallen.

ART. 8.

Aan al de stokers is het verboden draf, voortkomende van stoken en kunnende benuttigd worden voor den landbouw, uit te voeren.

ART. 9.

Paragraaf 1 van artikel 1 en de artikelen 3, 4, 7 en 8 der wet van 17 Juni 1896 worden gewijzigd als volgt :

Art. 1, § 1. — De invoerrechten op de in het buitenland gedistilleerde alcoholische vloeistoffen en de verduurzaamde eetwaren op brandewijn worden gewijzigd als volgt :

	Per hectol.
Brandewijn van alle soorten	op fust, aan 50 graden ten minste van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer . . fr. 300 »
	op fust, voor elken graad boven de 50. . . . 6 »
	op flesschen, zonder onderscheid van graad 600 »
	Likeuren, zonder onderscheid van graad 600 »
Andere alcoholbevattende vloeistoffen	400 »
Verduurzaamde eetwaren op brandewijn, 240 frank per 100 kilogrammen.	

Art 3. — Het accijsrecht op den in het land vervaardigten brandewijn wordt geheven op de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op den voet van 150 frank per hectoliter aan 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Art. 4. — En cas de modification des amendements légaux, conformément à l'article 9 de la loi du 18 juillet 1887, le taux de 150 francs, fixé ci-dessus, servira de base à l'établissement de la quotité de l'accise applicable aux différentes catégories de matière.

Art. 7, § II. — Tous les produits énumérés à l'article premier de la loi du 17 juin 1896, déclarés en consommation postérieurement au 4 juin 1896, sont passibles des droits fixés ci-dessus.

Les eaux-de-vie indigènes existant dans les entrepôts publics et déclarées en consommation postérieurement au 1^{er} juin, sont passibles du droit de 150 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Art. 8. — Ces dispositions sont obligatoires à partir du lendemain de la publication de la loi.

ART. 10.

L'alcool de bouche destiné à la consommation en Belgique est vendu dans des récipients déterminés par arrêté royal.

Le débitant ne peut livrer que l'alcool contenu dans ces récipients, dont le prix, déterminé par arrêté royal, sera, pour l'impôt comme pour la vente, ajouté au prix de l'alcool.

ART. 11.

L'impôt sur la fabrication des alcools de bouche destinés à la Belgique augmentera chaque année, de manière à atteindre toujours au moins la même somme, malgré la réduction apportée à cette fabrication suivant l'article 2.

Art. 4. — In geval van wijziging der wettelijke opbrengsten, overeenkomstig artikel 9 der wet van 18 Juli 1887, zal de taxe van 150 frank, hierboven vastgesteld, tot grondslag dienen voor het bepalen van het bedrag van den accijns toepasselijk op de verschillende klassen van grondstoffen.

Art. 7, § 2. — Al de voortbrengselen vermeld in artikel 1 der wet van 17 Juni 1896, in verbruik verklaard na 4 Juni 1896, zijn onderworpen aan de rechten hierna vastgesteld.

De inlandsche brandewijn in de openbare stapelhuizen aanwezig en in verbruik verklaard na 1 Juni, is onderworpen aan het recht van 150 frank per hectoliter aan 50 graden van den alcohol meter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Art. 8. — Deze bepalingen zijn verplichtend te rekenen van den dag volgende op de bekendmaking van deze wet.

ART. 10.

De voor het verbruik in België bestemde drinkbare alcohol wordt verkocht in bij koninklijk besluit bepaalde vaten.

De slijter mag alleen leveren den alcohol opgenomen in deze vaten, welke prijs, bij koninklijk besluit bepaald, bij den prijs van den alcohol wordt gevoegd voor de belasting evenals voor den verkoop.

ART. 11.

De belasting op het vervaardigen van voor België bestemden drinkbaren alcohol wordt elk jaar verhoogd, derwijze dat hij steeds ten minste dezelfde som bereikt, niettegenstaande de vermindering van fabricceerinſ, volgens artikel 2.

ART. 12.

Il est tenu compte, pour établir la patente annuelle des débitants alcooliques, de la teneur en alcool. Une échelle progressive est établie à partir d'une quantité de 100 litres à 40 degrés, chaque litre en plus (à 40 degrés) progressant d'un 100^e sur le litre précédent et chaque degré progressant d'un 100^e à partir de 40 degrés pour toute quantité livrée.

Inversement au débitant qui n'arrive pas à plus de 100 litres de livraison et qui n'a rien livré d'une teneur de plus de 40 degrés, il est alloué une prime d'un 100^e par litre en moins.

ART. 13.

Le Gouvernement est chargé de régler l'exécution de la présente loi.

Les dispositions antérieures, contraires à la présente loi, sont abrogées.

ART. 14.

Quiconque contreviendra à la présente loi sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 100,000 francs ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive, les peines seront doublées.

ART. 12.

Tot het vaststellen van het jaarlijksch patentrecht der slijters van sterke dranken wordt het alcoholgehalte in aanmerking genomen; een trapsgewijst toenemend recht wordt te rekenen van 100 liter aan 40 graden vastgesteld. Voor elken liter meer (aan 40 graden) bedraagt de trapsgewijze verhooging een 100^{ste} meer dan voor den vorigen liter, en voor elken graad is de trapsgewijze verhooging een 100^{ste} meer, te rekenen van 40 graden, welke ook de geleverde hoeveelheid zij.

Omgekeerd wordt aan den slijter, die niet boven de 100 liter komt en geen alcohol met een gehalte van meer dan 40 graden heeft geleverd, eene premie toegekend van een 100^{ste} voor elken liter minder.

ART. 13.

De Regeering wordt gelast, de uitvoering van deze wet te regelen.

De vroegere wetsbepalingen, strijdig met deze wet, vervallen.

ART. 14.

Al wie deze wet overtreedt, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met eene boete van 100 tot 100,000 frank of met slechts ééne van deze straffen.

In geval van herhaling, worden de straffen op het dubbel gebracht.

CH. DE PONTIÈRE.

D^r V. DELPORTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1902.

Wetsvoorstel op het vervaardigen van alcohol.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De toelichting der voorstellen van de heeren Tibbaut en medeleden, van de heeren Versteylen en medeleden, van de heeren Maenhaut, De Backer en Van Brussel ontslaat ons van breedvoerige bijzonderheden.

Het door ons bij de Wetgeving ingediend voorstel gaat van dezelfde begrippen uit : drankzucht bestrijden door alle middelen ; met die beperkende maatregelen de verworven rechten van particulieren in 't belang der openbare schatkist overeenbrengen ; vermijden dat de wet niet even streng zij voor alwie ze moet ondergaan.

Eerst hadden wij ons vereenigd met de bovenaangehaalde voorstellen, doch het komt ons voor dat het onderhavige minder vatbaar is voor de daartegen ingebrachte bezwaren. 't Kon ons volstaan het ontwerp Tibbaut te wijzigen, dat letterlijk terugkomt in onze artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13 en 14 ; doch om te veroorloven dat de bezwaren rechtstreeks kunnen aangevoerd worden tegen ons gezamenlijk voorstel, verkozen wij gansch het ontwerp opnieuw op te stellen en de nieuwe gedeelten toe te lichten.

Voor bovengemelde artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13 en 14, maken wij de overigens door ons medeonderteevende toelichting van het ontwerp Tibbaut en medeleden (nr 195, overgelegd ter zitting van 11 Juni 1901), tot de onze. In het ontwerp Tibbaut dragen die artikelen de nummers 25 tot en met 30.

De andere artikelen brachten het monopolie der alcoholvervaardiging tot stand bij verpachting, na onteigening der thans gepatenteerde nijveraars.

Dit stelsel vervangen wij door het monopolie, op naam van die nijveraars zelve. Dat is overigens de grondgedachte van het ontwerp der heeren Versteylen en medeleden ; onzes inziens, gaat dit ontwerp hieraan mank, dat het niet naar behooren de fabricatie beperkt.

Ons artikel 1 brengt dit monopolie tot stand : eenmaal ingevoerd, laat het onmiddellijk de afnemende schaal voor de voortbrenging en de toenemende schaal voor de belasting toepassen.

Die toepassing wordt door artikelen 2 en 3 geregeld. Wij nemen het jaar 1900, voor 't bepalen der hoeveelheden voortgebracht alcohol en voor de verdeeling van het aandeel onder de verschillende nijverheids- en landbouwstokerijen.

Is 't wel bij dit jaar 1900, dat men zich bepaald houden zal?

Niets verzekert zulks.

Er kunnen zeer goede redenen zijn om er een ander te nemen.

Wij achten het billijk, het jaar te verkiezen waarin de landbouw- in vergelijking met de nijverheidsstokerij het meest zou voortgebracht hebben.

Want er dient niet vergeten, dat de landbouwstokerij werd aangemoedigd door de beloften der Regeering ; dat onze landbouw behoefte heeft aan veel ondersteuning ; dat de onderstand, hem door de stokerij verstrekt, steeds afneemt ; en moet de nijverheidsstokerij in het ontaarden eene vergoeding vinden voor de beperking van drinkbaren alcohol, het is weinig waarschijnlijk dat de landbouwstokerij ooit aan dergelijke fabricatie mag denken.

Hoe het ook zij, er moet worden verstaan dat, in strijd met wat het ontwerp der heeren Francotte en medeleden schijnt ingegeven te hebben, het in onze bedorling ligt aan de landbouwstokerij de overigens veel verminderde en gansch betrekkelijke bescherming te blijven verleen, die ze thans geniet.

Onder onze nummers 9, 13 en 14, namen wij de artikelen 28, 29 en 30 van het ontwerp Tibbaut en medeleden over.

Beide laatste artikelen verdedigen zichzelf. Artikel 9 van ons ontwerp vergt een voorbehoud.

Er zal een tijd komen, dat het daarin liggend verbod niet meer strookt met de hooge rechten op de fabricatie binnen het land.

't Spreekt vanzelf dat er dan eene verhouding moet ontstaan.

Nog enkele woorden over artikelen 10, 11 en 12 van ons ontwerp, die we meenden te mogen toevoegen aan wat tot hiertoe werd voorgesteld.

Artikelen 10 en 11 geven de Regeering een middel van toezicht, dat thans reeds menigmaal wordt aangewend in min of meer tot monopolie gemaakte nijverheidstakken.

Ongetwijfeld zal de waarborg, van dergelijk stelsel te verwachten, nooit zoo goed zijn als een fabrieksmerk, doch hij komt laatstbedoeld het meest nabij.

De straf tegen den namaker dient hier insgelijks toegepast.

Hij die in de door artikelen 10 en 11 van ons ontwerp bedoelde vaten alcohol van ander fabricaat verkoopt, wordt dus streng gestraft.

Zal dit ook het geval zijn met hem die alcohol van Belgisch fabricaat levert in andere vaten dan de bij koninklijk besluit bepaalde?

Voor 't oogenblik wilden wij de regeling niet zooverre drijven. Toch

achten wij het hoogst voordeelig voor het toezicht; de toekomst zal dat punt ophelderen.

Artikel 12 van ons ontwerp past eenvoudig een denkbeeld toe, dat herhaaldelijk werd uitgedrukt door de meest verkleefde en meest verlichte voorstanders van den strijd tegen drankzucht.

De wet kan volledige onthouding noch zelfs gematigdheid opdringen.

Wetten strekken enkel tot het vrijwaren der maatschappelijke zeden tegen menigvuldige en openbare gevaren.

Ze kunnen niet betrachten ieders gedrag in zijne veelvuldige uitingen te regelen: en wat inzonderheid drankzucht betreft, weten wij maar al te wel dat spijs alle wetsbepalingen, talrijke misbruiken zullen voortduren.

Prijsverhooging en ontaarding van alcohol zullen sommigen niet verhinderen hunnen noodlottigen drift den teugel te vieren.

Naast al die middelen, werd er een van gansch anderen aard bedacht: geleidelijk het alcoholgehalte verminderen van den drank, aan verstokte drinkers besteld.

't Vergde dus niet veel inspanning, eene premie te verstrekken aan slijters die deze hervorming zouden trachten in te voeren.

Van dit denkbeeld gaat ons artikel 12 uit; onzes inziens, is het de aanvulling van het ontwerp, door de heeren Maenhaut en medeleden ter zitting van 3 Januari 1901, onder nummer 77, overgelegd.

In dat ontwerp, wordt het vergunningsrecht vervangen door een algemeen patentrecht op het slijten van sterke en andere dranken.

Men wilde geregelder de gewone fiskale bepalingen toepassen en, de belangen van den fiscus vrijwarende, gelijkheid herstellen voor al de burgers tegenover de belasting, en de soms zonderlinge en onrechtvaardige gevolgen vermijden van de wet die het vergunningsrecht instelde.

Die redenen billijken ten overvloede het ontwerp; doch zou daar geen hoofdbestanddeel aan toegevoegd worden door den regel, in ons artikel 12 uitgedrukt?

Is het zoo moeilijk, in plaats van zonder onderscheid der hoeveelheden alcohol — beter gezegd vergift — die verkocht worden, klassen te maken voor die hoeveelheden?

En is de maatregel (zooals wij denken dat hij met het monopolie is) practisch, waarom zou men aarzelen hem toe te passen?

Is er wel een die 't misbruik van drank meer rechtstreeks treft?

Hoeverre zal zijne doelmatigheid strekken?

Dat moet de ervaring ons leeren; doch er is te veel aan gelegen hem te beproeven, om den voorrang te laten aan ondergeschikte bedenkingen.

Het ontwerp der heeren Maenhaut en medeleden zou onveranderd blijven; verder dient onderzocht of 't zelfs niet beter ware dit ontwerp en het onderhavig voorstel tot eene enkele wet te versmelten.

Geldt het den strijd tegen drankzucht, dan moet men alle middelen aanwenden. Geen enkel mag over 't hoofd worden gezien, zoolang er eene straal van hoop op goeden uitslag bestaat.

We dringen niet aan op het uit te roeien kwaad. Niemand kan thans ter goeder trouw loochenen dat het uiterst erg en dringend noodig is het te verhelpen.

Gave God dat de Wetgeving zich door niets liet afleiden van den grooten en dringenden plicht, welks vervulling haar nauw aan 't hart moet liggen.

CH. DE PONTIÈRE.

D^r V. DELPORTE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le monopole de la fabrication de l'alcool est concédé aux industriels actuellement établis en Belgique; chacun d'eux ne pourra livrer en Belgique que la quantité d'alcool de bouche qu'il a fabriquée au cours de l'année 1900; cette quantité sera progressivement réduite.

ART. 2.

Un arrêté royal déterminera tous les ans la quantité d'alcool de bouche qui pourra être fabriquée pour la consommation en Belgique. La diminution annuelle, à partir du 1^{er} janvier 1905, sera de 5 p. c. au moins, jusqu'à ce que la fabrication de cet alcool soit réduite à la moitié de ce qu'elle était en 1900.

ART. 3.

La quantité que l'un des distillateurs déclarera ne pas vouloir fabriquer sera répartie proportionnellement entre ceux qui déclareraient vouloir fabriquer au delà de leur contingent.

ART. 4.

Par modification à la loi du 15 avril 1896, ne sont considérés comme distillateurs agricoles que : 1^o les distillateurs ou sociétés qui n'emploient pour la fabrication que des grains produits en Belgique et 2^o les distillateurs ou sociétés coopératives qui réunissent les conditions exigées par l'article 6, § 1, de la loi du

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Het recht om uitsluitend en alleen alcohol te vervaardigen, wordt verleend aan de thans in België gevestigde industrieën; elk hunner mag in België slechts leveren de hoeveelheid drinkbaren alcohol die hij in den loop van het jaar 1900 heeft voortgebracht; deze hoeveelheid wordt trapsgewijze verminderd.

ART. 2.

De hoeveelheid drinkbare alcohol, die voor het verbruik in België mag worden vervaardigd, wordt elk jaar bij koninklijk besluit vastgesteld. Te rekenen van 1 Januari 1905, wordt zij jaarlijks verminderd met ten minste 5 t. h., totdat de voortbrenging van dezen alcohol is gebracht op de helft van hetgeen zij in 1900 is geweest.

ART. 3.

De hoeveelheid, die een der stokers verklaart niet te willen voortbrengen, wordt evenredig verdeeld onder degenen die mochten verklaren dat zij eene groo-tere hoeveelheid dan hun aandeel willen voortbrengen.

ART. 4.

Bij wijziging der wet van 15 April 1896, worden alleen beschouwd als landbouwstokers : 1^o stokers of vereenigingen die, voor de vervaardiging, enkel in België gewonnen granen gebruiken, en 2^o stokers of samenwerkende vennootschappen die voldoen aan de vereischten van artikel 6, § 1 der wet van 15 April 1896, die enkel

15 avril 1896, qui ne fabriquent que des flegmes, qui livrent ces flegmes en totalité à des rectificateurs, à l'exception des flegmes exportés ou dénaturés pour usage industriel et dont la prise en charge, par période de vingt-quatre heures, ne dépasse pas, en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 10 hectolitres à 50° à la température de 15° pour les sociétés coopératives et 4 hectolitres pour les distilleries individuelles.

ART. 5.

Les distilleries coopératives agricoles bénéficient d'une réduction de droits de 12 centimes par litre si elles produisent 4 hectolitres ou moins par jour; de 10 centimes si elles produisent 6 hectolitres ou moins par jour; de 6 centimes si elles produisent 10 hectolitres ou moins par jour.

Les distilleries individuelles agricoles bénéficient d'une réduction de 12 centimes par litre si elles produisent 2 hectolitres ou moins par jour; de 10 centimes si elles produisent 4 hectolitres ou moins par jour. Elles peuvent être autorisées par le Gouvernement à faire en un semestre la production totale d'une année.

ART. 6.

Le Gouvernement déterminera les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

ART. 7.

Ne peuvent en aucun cas être considérés comme distillateurs agricoles :

a) Ceux qui emploient des sirops, mélasses, glucoses, vins ou marcs ou qui distillent des fruits importés de l'étranger;

b) Ceux qui font le commerce en gros ou en détail de boissons distillées ou fermentées.

flegma's vervaardigen, die deze flegma's geheel leveren aan overhalers, behalve uitgevoerde flegma's of flegma's ontaard voor nijverheidsgebruik en waarvan de aanslag, per vier-en-twintig uren tijdruimte, niet voor elke werkaangifte gemiddeld te boven gaat 10 hectoliter aan 50°, bij eene temperatuur van 15°, voor samenwerkende vennootschappen, en 4 hectoliter voor stokerijen van bijzondere personen.

ART. 5.

Samenwerkende landbouwstokerijen genieten 12 centiemen vermindering van rechten per liter, zoo zij 4 hectoliter of minder per dag voortbrengen; 10 centiemen, zoo zij 6 hectoliter of minder per dag voortbrengen; 6 centiemen, zoo zij 10 hectoliter of minder per dag voortbrengen.

Landbouwstokerijen van bijzondere personen genieten 12 centiemen vermindering, zoo zij 2 hectoliter of minder per dag voortbrengen; 10 centiemen, zoo zij 4 hectoliter of minder per dag voortbrengen. De Regeering kan ze machtigen zooveel in zes maanden voort te brengen als in een gansch jaar.

ART. 6.

De Regeering bepaalt de vereischten waaraan de flegma's moeten voldoen opdat de vermindering van toepassing zij.

ART. 7.

Kunnen in geen geval worden beschouwd als landbouwstokers :

a) Zij die stroop, melasse, glucose, wijn of moer gebruiken of die uit den vreemde ingevoerde vruchten stoken;

b) Zij die groot- of kleinhandel drijven in gestookte of gegiste dranken.

Les articles 7 et 8 de la loi du 15 avril 1896 sont supprimés.

ART. 8.

Il est défendu à tous les distillateurs d'exporter les résidus de la distillation qui peuvent être utilisés pour l'agriculture.

ART. 9.

Le paragraphe 1^{er} de l'article premier et les articles 3, 4, 7 et 8 de la loi du 17 juin 1896 sont modifiés comme suit :

Art. 1^{er}, § 1. Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques distillés à l'étranger et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés de la manière suivante :

	Par hectol.
Eau-de-vie de toute espèce	En cercles, à 50 degrés au moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade 500 "
	En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50° 6 "
	En bouteilles, sans distinction de degrés 600 "
Liqueurs sans distinction de degrés	600 "

Autres liqueurs alcooliques 400 "

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie, 240 francs par 100 kilogrammes.

Art. 3. — Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 150 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

De artikelen 7 en 8 der wet van 15 April 1896 vervallen.

ART. 8.

Aan al destokers is het verboden draf, voortkomende van stoken en kunnende benuttigd worden voor den landbouw, uit te voeren.

ART. 9.

Paragraaf 1 van artikel 1 en de artikelen 3, 4, 7 en 8 der wet van 17 Juni 1896 worden gewijzigd als volgt :

Art. 1, § 1. — De invoerrechten op de in het buitenland gedistilleerde alcoholische vloeistoffen en de verduurzaamde eetwaren op brandewijn worden gewijzigd als volgt :

	Per hectol.
Brandewijn van alle soorten	op fust, aan 50 graden ten minste van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer . . fr. 300 "
	op fust, voor elken graad boven de 50. 6 "
	op flesschen, zonder onderscheid van graad 600 "
	Likeuren, zonder onderscheid van graad 600 "
	Andere alcoholbevattende vloeistoffen 400 "
Verduurzaamde eetwaren op brandewijn, 240 frank per 100 kilogrammen.	

Art 3. — Het accijsrecht op den in het land vervaardigden brandewijn wordt geheven op de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op den voet van 150 frank per hectoliter aan 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Art. 4. — En cas de modification des amendements légaux, conformément à l'article 9 de la loi du 18 juillet 1887, le taux de 150 francs, fixé ci-dessus, servira de base à l'établissement de la quotité de l'accise applicable aux différentes catégories de matière.

Art. 7, § II. — Tous les produits énumérés à l'article premier de la loi du 17 juin 1896, déclarés en consommation postérieurement au 4 juin 1896, sont passibles des droits fixés ci-dessus.

Les eaux-de vie indigènes existant dans les entrepôts publics et déclarées en consommation postérieurement au 1^{er} juin, sont passibles du droit de 150 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Art. 8. — Ces dispositions sont obligatoires à partir du lendemain de la publication de la loi.

ART. 10.

L'alcool de bouche destiné à la consommation en Belgique est vendu dans des récipients déterminés par arrêté royal.

Le débitant ne peut livrer que l'alcool contenu dans ces récipients, dont le prix, déterminé par arrêté royal, sera, pour l'impôt comme pour la vente, ajouté au prix de l'alcool.

ART. 11.

L'impôt sur la fabrication des alcools de bouche destinés à la Belgique augmentera chaque année, de manière à atteindre toujours au moins la même somme, malgré la réduction apportée à cette fabrication suivant l'article 2.

Art. 4. — In geval van wijziging der wettelijke opbrengsten, overeenkomstig artikel 9 der wet van 18 Juli 1887, zal de taxe van 150 frank, hierboven vastgesteld, tot grondslag dienen voor het bepalen van het bedrag van den accijns toepasselijk op de verschillende klassen van grondstoffen.

Art. 7, § 2. — Al de voortbrengselen vermeld in artikel 1 der wet van 17 Juni 1896, in verbruik verklaard na 4 Juni 1896, zijn onderworpen aan de rechten hierna vastgesteld.

De inlandsche brandewijn in de openbare stapelhuizen aanwezig en in verbruik verklaard na 1 Juni, is onderworpen aan het recht van 150 frank per hectoliter aan 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij eene temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer.

Art. 8. — Deze bepalingen zijn verplichtend te rekenen van den dag volgende op de bekendmaking van deze wet.

ART. 10.

De voor het verbruik in België bestemde drinkbare alcohol wordt verkocht in bij koninklijk besluit bepaalde vaten.

De slijter mag alleen leveren den alcohol opgenomen in deze vaten, welker prijs, bij koninklijk besluit bepaald, bij den prijs van den alcohol wordt gevoegd voor de belasting evenals voor den verkoop.

ART. 11.

De belasting op het vervaardigen van voor België bestemden drinkbaren alcohol wordt elk jaar verhoogd, derwijze dat hij steeds ten minste dezelfde som bereikt, niettegenstaande de vermindering van fabricceering, volgens artikel 2.

ART. 12.

Il est tenu compte, pour établir la patente annuelle des débitants alcooliques, de la teneur en alcool. Une échelle progressive est établie à partir d'une quantité de 100 litres à 40 degrés, chaque litre en plus (à 40 degrés) progressant d'un 100^e sur le litre précédent et chaque degré progressant d'un 100^e à partir de 40 degrés pour toute quantité livrée.

Inversement au débitant qui n'arrive pas à plus de 100 litres de livraison et qui n'a rien livré d'une teneur de plus de 40 degrés, il est alloué une prime d'un 100^e par litre en moins.

ART. 13.

Le Gouvernement est chargé de régler l'exécution de la présente loi.

Les dispositions antérieures, contraires à la présente loi, sont abrogées.

ART. 14.

Quiconque contreviendra à la présente loi sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 100,000 francs ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive, les peines seront doublées.

ART. 12.

Tot het vaststellen van het jaarlijksch patentrecht der slijters van sterke dranken wordt het alcoholgehalte in aanmerkinggenomen; een trapsgewijst toenemend recht wordt te rekenen van 100 liter aan 40 graden vastgesteld. Voor elken liter meer (aan 40 graden) bedraagt de trapsgewijze verhooging een 100^{ste} meer dan voor den vorigen liter, en voor elken graad is de trapsgewijze verhooging een 100^{ste} meer, te rekenen van 40 graden, welke ook de geleverde hoeveelheid zij.

Omgekeerd wordt aan den slijter, die niet boven de 100 liter komt en geen alcohol met een gehalte van meer dan 40 graden heeft geleverd, eene premie toegekend van een 100^{ste} voor elken liter minder.

ART. 13.

De Regeering wordt gelast, de uitvoering van deze wet te regelen.

De vroegere wetsbepalingen, strijdig met deze wet, vervallen.

ART. 14.

Al wie deze wet overtreedt, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met eene boete van 100 tot 100,000 frank of met slechts ééne van deze straffen.

In geval van herhaling, worden de straffen op het dubbel gebracht.

CH. DE PONTIÈRE.

D^r V. DELPORTE.